



FAITS MARQUANTS DU FPHN-2 MARDI 1ER JUILLET 2014

Le deuxième jour du Forum politique de haut niveau sur le développement durable (FPHN-2) sous l'égide du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) a débuté par la présentation d'un modèle du Rapport mondial sur le développement durable (GSDR). Des dialogues modérés se sont déroulés sur: la façon d'améliorer la communication entre science et politique; la portée et la méthodologie du Rapport mondial sur le développement durable; les idées et tendances qui façonneront la vie des générations présentes et futures; la voix des îles, des choix mondiaux: promouvoir des partenariats authentiques et durables; et pays en situations particulières: construire la résilience.

PRÉSENTATION D'UN MODÈLE DU RAPPORT MONDIAL SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le Président de l'ECOSOC Martin Sajdik (Autriche), a présenté le panel en signalant que l'objectif de cette session était d'examiner les options disponibles pour la portée et la méthodologie du GSDR.

Wu Hongbo, Sous-secrétaire général aux affaires économiques et sociales, a décrit la préparation de ce modèle de GSDR et mis en exergue trois options pour la portée et la méthodologie des éditions à venir. Il a signalé que les avancées du développement durable stagnent et qu'il faut déployer des efforts spécifiques pour atteindre les investissements mondiaux requis.

Le Modérateur Claudio Huepe Minoletti, de l'Université Diego Portales, Chili, a appelé à un dialogue productif pour dépasser les obstacles de langage et bâtir un climat de confiance entre les sciences naturelles et les sciences sociales.

Manuel Montes, du South Centre, Suisse, a reconnu qu'il existe des différences dans les approches scientifiques des sociétés occidentales et des pays en développement, et a suggéré que le FPHN pourrait encourager et faciliter les contributions des pays en développement.

Jill Jäger, de l'Institut de recherche pour une Europe durable, Autriche, a plaidé pour un GSDR qui soutienne l'apprentissage individuel et sociétal pour permettre un changement transformateur, et a suggéré que le Rapport adopte une approche systémique avec un processus itératif multi-niveaux.

William Colglazier, Conseiller en science et technologie auprès du Secrétariat d'Etat des Etats-Unis, a souligné le besoin pour le GSDR, entre autres, de: couvrir diverses disciplines; être pertinent pour l'élaboration de politiques publiques; et être vérifié par des pairs. Il a proposé la mise en place d'un corps d'experts pour vérifier la qualité scientifique d'une version quasi-finale.

Keola Souknilanh, Institut des économies en développement, Japon, a proposé d'utiliser des données de télédétection pour récupérer des données perdues dans « l'agrégation administrative », et de suivre les changements en haute résolution spatio-temporelle. Peng Sizhen, du Ministère de science et technologie de la Chine, a appelé à un système d'index pour une évaluation intégrale du développement durable; à prêter attention aux synergies et interactions entre les divers éléments du

développement durable; et à la préparation de rapports nationaux de développement durable tous les quatre ans, à la suite du cycle du GSDR.

Au cours de la discussion qui a suivi, de nombreux pays ont souligné que le GSDR ne devrait pas faire doublon avec les efforts d'autres organisations, mais plutôt se focaliser sur les liens entre les trois dimensions du développement durable. Le Modérateur Minoletti a évoqué l'importance; de la qualité des données; des efforts nationaux; et de cadres institutionnels qui soient appropriés. Le NIGERIA a estimé que le GSDR devrait s'employer à mesurer les progrès accomplis sur les Objectifs de développement durable (ODD) sur la base d'une matrice agréée par tous.

L'AFRIQUE DU SUD et le SOUDAN ont appelé à mettre en place une entité financière et technique pour permettre aux pays en développement de collecter et de produire des données fiables. La SUISSE a plaidé pour que le rapport soit centré sur les liens intersectoriels et les défis dans la mise en œuvre des ODD.

Les ÉTATS-UNIS ont estimé que le rôle du GSDR en tant qu'outil de suivi des ODD doit être soumis à de plus amples discussions et, avec le MEXIQUE, ont souligné son rôle en tant qu'outil de synthèse et d'intégration. L'ALLEMAGNE a estimé que le rapport devrait faire partie du cadre de reddition de comptes au sein du programme de développement pour l'après-2015. L'ÉGYPTE a souligné que le rapport devrait mettre en avant une vision intégrée pour améliorer le développement durable. L'UE a estimé que le rapport devrait surtout être destiné aux décideurs publics et aux principales parties prenantes. La BELGIQUE a instamment demandé que le rapport adopte une perspective à long terme dans sa vision de la mise en œuvre du programme pour l'après-2015.

En conclusion, Montes a souligné le rôle de bilan du GSDR. Jäger a souligné que la conception du processus devrait être inclusive et sise sur la base des capacités des pays en développement. Colglazier a réitéré l'appel lancé à tous les pays pour qu'ils préparent des rapports au niveau national.

DIALOGUE MODÉRÉ: « IDEES ET TENDANCES QUI FAÇONNENT LA VIE DES GENERATIONS PRESENTES ET FUTURES »

Le dialogue a été lancé par l'Ambassadeur Ibrahim Dabbashi (Libye), Vice-Président de l'ECOSOC, et modéré par Montes.

Signalant les dimensions intergénérationnelle et internationale du changement climatique, Gordon McBean, Président élu du Conseil international pour la science, a souligné l'importance de gérer les risques et les incertitudes, et de retenir l'information pour les générations futures. Nebojsa Nakicenovic, de l'Institut international d'analyse des systèmes appliqués, Autriche, a décrit à quoi ressemblerait le monde si l'on parvient à opérer la transition de la durabilité, en soulignant le besoin de réduire les inégalités.

Peter Davies, Commissaire aux avenir durables, Royaume-Uni, a décrit la façon dont le pays de Gales a aligné ses objectifs nationaux de développement à long terme sur le processus des ODD, de façon à faciliter leur évaluation par un commissaire aux générations futures. Marcel Szabó, Ombudsman des générations futures, Hongrie, a recommandé de faire référence aux générations futures à tous les niveaux des ODD.

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Rishikesh Ram Bhandary, Tallash Kantai, Anju Sharma, et Catherine Wahlén, Ph.D. Version française: Alexandra Lefevre. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Gore VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: la Commission européenne (DG-ENV et DG-CLIMAT) et le Gouvernement de la Suisse (l'Office fédéral suisse de l'environnement (OFEV) et l'Agence suisse pour la coopération au développement (DDC)). Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2014, par: le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature, du bâtiment et de la sécurité nucléaire (BMUB), le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'Institut des stratégies environnementales mondiales - IGES), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), et le Centre de Recherche pour le développement international (CRDI). Un financement spécifique pour la couverture de cette réunion a été fourni par le Ministère fédéral allemand de l'environnement, de la conservation de la nature, de la construction et de la sûreté nucléaire. Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par le gouvernement de la France, la Wallonie, le Québec et l'Organisation internationale de la francophonie/Institut de la francophonie pour le développement durable (OIF/IFDD). Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA. L'équipe du BNT présent au FPHN-2 peut être contacté par email à l'adresse suivante: <anju@iisd.org>.

<http://enb.iisd.mobi/>

Catherine Pearce, du Conseil pour l'avenir du monde, a salué la proposition du Secrétaire général de désigner un Haut Commissaire aux générations futures, avec des attributions de plaidoyer et défense, qui puisse être inclus dans les processus décisionnels au niveau international.

Dans la discussion qui a suivi, les délégués ont évoqué, entre autres, le besoin pour le FPHN d'inclure la reddition de comptes sur les ressources matérielles dans le programme de développement pour l'après-2015; l'importance d'un représentant intergénérationnel; et examiner les meilleures pratiques dans l'élaboration de politiques sur le changement climatique, la santé et l'exploitation durable des ressources. Nakicenovic a souligné le rôle de l'énergie en tant que mécanisme permettant de développer la compréhension des comportements humains et en comblant les lacunes. McBean a souligné le rôle du principe de précaution dans la compréhension des risques pour les générations présentes et futures. L'EQUATEUR a évoqué son cadre juridique, qui intègre la solidarité intergénérationnelle, les droits de la nature et une vision holistique de la durabilité.

DIALOGUE MODÉRÉ: « LA VOIX DES ILES, DES CHOIX MONDIAUX: PROMOUVOIR DES PARTENARIATS AUTHENTIQUES ET DURABLES »

Ce dialogue a été présidé par Sajdik et modéré par l'Ambassadrice Amanda Ellis, de Nouvelle-Zélande. Ellis a rappelé aux participants que 2014 est l'année des petits États insulaires en développement (PEID). Cristina Duarte, Ministre des finances et de la planification de la République du Cap Vert, a instamment invité les PEID à gérer efficacement leurs zones économiques exclusives, à encourager un développement inclusif pour une durabilité à long terme, et à promouvoir un leadership fort et une « adhésion » éclairée. Anjeela Jokhan, de l'Université du Pacifique Sud, Îles Fidji, a souligné l'importance du renforcement des capacités nationales et régionales, et d'un engagement des institutions en faveur d'un niveau éducatif plus élevé dans le but de renforcer la résilience.

Taholo Kami, Union internationale pour la conservation de la nature, a souligné l'importance de la gestion des ressources naturelles. Letuimanu'asina Emma KruseVa'ai, de l'Université nationale de Samoa, s'est interrogée via connexion vidéo sur la façon de bâtir la résilience des PEID aux niveaux national et régional, et a appelé à établir un index de vulnérabilité des PEID.

Signalant les efforts en cours dans le cadre de la troisième Conférence internationale sur les PEID à Samoa, prévue pour septembre 2014, Peseta Noumea Simi, du Ministère des finances de Samoa, a appelé à des partenariats durables et authentiques, responsables, faciles à suivre, et adossés au document final. Noelene Nabulivou, Grand groupe des Femmes, a appelé à inclure dans le document l'égalité de genre, les droits reproductifs et des engagements sur le changement climatique.

Dans la discussion qui a suivi, les ILES FIDJI ont souligné l'importance d'attirer le secteur privé vers les PEID. Le CHILI a appelé à rester attentifs au document final de Samoa. Le Grand groupe des ONG a recommandé d'inclure dans le document une référence spécifique aux Grands groupes et aux ONG en tant que partenaires essentiels. La FEDERATION DE RUSSIE a soutenu la prise en compte des besoins des PEID dans le programme pour l'après-2015, et a annoncé qu'elle envisage de lancer des initiatives sur l'énergie et les désastres naturels dans les PEID du Pacifique. Les délégués ont également discuté des partenariats avec les entreprises multinationales, de l'importance d'élaborer des outils permettant de traiter les menaces issues du changement climatique et des aléas climatiques, et un partenariat plus étroit avec l'UE.

DIALOGUE MODÉRÉ: « PAYS EN SITUATIONS SPÉCIALES: CONSTRUIRE LA RÉSILIENCE »

L'Ambassadeur Vladimir Drobnjak (Croatie), Vice-Président de l'ECOSOC a présidé, et Margareta Wahlström, Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies à la réduction des risques de catastrophe, a modéré ce dialogue. Deux questions ont guidé la discussion: comment traiter plus efficacement les besoins des pays en situations particulières dans un contexte d'objectifs universels et dans le cadre d'un agenda de développement universel; et y'a-t-il des réussites dans la construction de la résilience dans les pays vulnérables et comment ces réussites peuvent-elles être consolidées ?

Dasho Sonam Tshering, du Ministère des affaires économiques du Bhoutan, a souligné le rôle central des infrastructures dans la construction de la résilience. Fatimetou Abdel Malick, Maire de Tévragh-Zeina, Mauritanie, a mis en exergue le rôle des gouvernements locaux et des femmes dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et des ODD.

Jean-François Zinsou, Représentant permanent de la République du Bénin aux Nations Unies, a recommandé d'intégrer dans le programme pour l'après-2015 les concepts issus du Programme d'action d'Istanbul, qui offre une vision et une stratégie pour le développement durable des Pays les moins avancés (PMA). Il a également souligné l'importance du financement privé.

Paolo Soprano, du Ministère italien des environnements marins et terrestres, a décrit les défis qui se posent aux PMA, à l'Afrique, aux pays en développement enclavés (PDE), aux PEID et aux Pays à revenu intermédiaire.

Samuel Tumiwa, Banque asiatique de développement (BAD), a informé les délégués qu'une étude de la BAD a établi le besoin des pays en situations particulières, parmi lesquels certains PEID, de dépasser le piège du revenu intermédiaire et d'opérer un virage des économies agraires vers des économies de services. Il a également souligné le besoin d'aborder les inégalités et le changement climatique.

Helen Stawski, de Islamic Relief, a appelé à augmenter le dialogue entre les divers acteurs travaillant sur le programme de développement pour l'après-2015 et ce qui travaillent actuellement sur le Cadre d'action d'Hyogo 2005-2015.

Appelant les pays donateurs à examiner les critères de vulnérabilité des PEID, Lino Briguglio, de l'Université de Malte, a noté que la construction de la résilience est multi-facettes, chère et qu'elle doit être intégrée dans les politiques nationales de développement durable.

Au cours de la discussion, les participants ont discuté, entre autres: de la persistante validité de l'aide publique au développement pour aider les PMA et les PEID à réaliser les OMD; du besoin pour la communauté internationale d'agir de façon déterminée pour limiter les effets négatifs sur les pays ayant des besoins particuliers; du potentiel de valeur ajoutée des agences d'aide au développement si elles adoptent des stratégies de partage ou de mise en commun des risques; et du rôle de l'intégration régionale pour promouvoir la coopération Sud-Sud. Les participants ont également admis le rôle d'institutions solides et d'une gouvernance de qualité pour permettre aux pays d'échapper au piège du revenu intermédiaire.

Tshering a souligné l'importance de la coopération Sud-Sud et de solutions régionales pour affronter les défis des PEID, tels que les transports et la logistique, mais a affirmé que la coopération triangulaire reste nécessaire pour aborder le changement climatique. Les PHILIPPINES ont partagé les enseignements tirés du typhon Haiyan, en soulignant que les partenaires de développement devraient focaliser leurs ressources dans le soutien pré-catastrophe plutôt que dans l'assistance post-catastrophe.

Les délégués ont également souligné le besoin pour la communauté internationale d'assumer la responsabilité de sauver des vies dans les situations de catastrophe; l'éthique en tant que base de l'éco-résilience; et le rôle des femmes en tant que force de gestion des catastrophes. Les délégués ont par ailleurs reconnu le besoin de combler l'écart entre l'élaboration des politiques et leur mise en œuvre sur le terrain.

DANS LES COULOIRS

Les participants ont salué le modèle du GSDR avec excitation, mais également avec lassitude face à un nouveau rapport onusien. Certains se sont demandés où le ranger dans le vaste panorama existant d'évaluations aux ambitions similaires, telles que le Rapport sur l'avenir de l'environnement mondial du Programme des Nations Unies pour l'environnement. Les délégués se sont également interrogés au sujet de l'équilibre entre vérification par des pairs et engagement des parties prenantes: certains penchaient pour la rigueur scientifique, d'autres estimaient qu'une large participation des parties prenantes est nécessaire pour enclencher un changement transformateur. La forme et la fonction semblent être les questions clés pour l'avenir du GSDR.

Les générations futures étaient également au programme, au sein des discussions où les participants se demandaient comment faire modifier la perception du public pour passer de Groucho Marx (« pourquoi devrai-je me soucier des générations futures ? qu'ont-elles jamais fait pour moi ? ») à Gandhi (« Le monde a suffisamment à offrir pour les besoins de chacun, mais pas assez pour l'avarice de chacun »). La nomination proposée d'un Haut Commissaire aux générations futures a trouvé des appuis, bien que certains se soient demandés en privé ce qu'une telle nomination pourrait bien changer sur le terrain.